



*Ma première note de blog de l'année ne peut contourner la tradition des échanges de vœux! Je vous propose une lecture de mon discours de Président d'agglomération Les Lacs de l'Essonne. Tout y est !*

J'ai pour habitude à cette occasion de mettre à l'honneur toutes les femmes et les hommes qui s'engagent et se mobilisent dans nos villes, dans notre pays ou dans le monde pour faire reculer les injustices et donner corps au vivre-ensemble.

Force est de constater que la société dans laquelle nous vivons maintenant rend de plus en plus difficile l'action de ces hommes et de ces femmes.

Cette société dans laquelle nos dirigeants ont tellement condamné les citoyens à la résignation et la fatalité, que le chef de l'Etat se félicitait le soir de ses vœux de la facilité avec laquelle il avait fait passer ses réformes.

Cette société dans laquelle le culte de la rentabilité est tellement indissociable de la pressurisation des salariés qu'elle a poussé au suicide plus d'une vingtaine de salariés d'un groupe de télécommunication sans que cela émeuve les dirigeants de notre pays.

Une société dans laquelle deux salariés d'ERDF n'ont trouvé d'autre issue que la grève de la faim pour dénoncer la répression syndicale qui sévit dans leur entreprise.

Une société qui fait travailler pendant des années des salariés, les renvoie manu militari dans leur pays d'origine, détruisant des familles, faisant passer pour des coupables ceux qui ne sont que victimes de négriers des temps modernes.

Aussi, je présente mes vœux de courage et de réussite à ces millions de femmes et d'hommes qui tiennent bon, et qui arc-boutés sur leurs convictions, refusant cette société, continuent à

défendre la patrie républicaine ou tout simplement la France.

J'en vois beaucoup dans la salle et je vous salue fraternellement.

Mais vous permettrez cette année de présenter des vœux bien particuliers à des hommes et des femmes d'une manière bien particulière.

Je veux ici, et je sais qu'il n'y en a pas dans la salle, présenter mes vœux... d'échec à ceux qui sacrifient l'économie réelle au nom de la spéculation financière, provoquant en chaîne dépôts de bilan et licenciements, et broyant ainsi des vies humaines.

Des vœux d'échec à ceux qui préfèrent sacrifier l'avenir de la planète dans les sommets, tout en trouvant des milliards pour sauver les banques et se congratulant les uns les autres de pérenniser un système dans lequel une minorité détient tout tandis qu'on demande à la majorité de baisser la tête et d'accepter cet ordre des choses.

Des vœux d'échec à ceux qui plient l'Europe aux bottes de cet ordre mondial et qui se félicitent de la ratification du Traité de Lisbonne et de son intégration dans les exigences guerrières de l'OTAN et des Etats-Unis d'Amérique.

Je veux présenter mes vœux d'échec à ceux qui s'entêtent à détruire notre modèle social, pan après pan, méthodiquement, je veux bien sûr parler de nos services publics, pour les livrer clés en main à la concurrence pour le profit de quelques uns et ancrer ainsi les inégalités dans notre pays.

Des vœux d'échec à ceux qui ne reculent devant aucune méthode sécuritaire pour bâillonner les voix qui dénoncent les appétits insatiables des actionnaires : atteintes multiples aux libertés individuelles et collectives, répression syndicale...

Des vœux d'échec cuisant à ceux qui attisent les peurs, les communautarismes, dressent les salariés entre eux en installant le débat national non pas sur le terrain social et des droits républicains mais sur le terrain de l'identité nationale, religieuse ou ethnique.



Vous avez devant vous une équipe d'élus certes, mais avant tout des militants politiques. De Gauche. C'est-à-dire que nous nous attachons à mettre en œuvre, dans notre action quotidienne ce que nous défendons à l'échelle de notre pays et de la planète.

Le cœur de notre bataille repose sur la construction d'une société émancipatrice pour nos concitoyens au service du progrès humain.

Bien sûr nous savons que ce n'est pas à l'échelle de notre territoire que nous pouvons changer la donne, mais nous voulons faire la démonstration qu'il est possible de proposer un autre chemin que celui qui nous a conduit dans l'ornière de la crise économique, la catastrophe

écologique et l'urgence démocratique.

C'est le sens de notre orientation, et nous sommes conscients de la responsabilité qui nous incombe au regard de la réalité sociale de notre territoire. Nous avons cette responsabilité parce que les répercussions de la crise frappent, en premier chef, nos habitants, les plus pauvres, les relégués, les oubliés... particulièrement nos jeunes, parce que nous en avons la plus grande concentration sur notre territoire par rapport au reste du département.

C'est ce qui nous guide dans l'élaboration de nos politiques publiques à l'heure de la crise écologique.

L'émancipation du genre humain ne peut se concevoir dans un monde proche du chaos, où chacun lutte uniquement pour sa survie.

Notre écosystème est en danger ! En grand danger ! Et ce ne sont pas les entourloupes du sommet de Copenhague qui nous incitent à l'optimisme.

Ici, nous avons compris que les réformettes marginales ne suffisent pas.

Nous devons trouver des solutions pour en finir avec un système productiviste qui organise la mise en concurrence mondiale des populations, l'exploitation, le gaspillage et la pollution des ressources naturelles.

Il nous faut donc repenser l'activité économique, le transport, le logement, les modes de consommation et de production, en fonction d'un environnement plus contraignant. C'est probablement le plus important changement dans notre société depuis la révolution industrielle, et nous devons nous y atteler dès à présent : c'est pourquoi nous avons adopté ici la méthode de la "planification écologique".

Elle se déclinera dans tous les compartiments de notre activité par un Manifeste pour la planification écologique.

Dans un cadre urbain comme le nôtre, nous devons bien sûr assumer notre statut de ville. Nous devons non pas supprimer de la ville, mais l'adapter: faire du développement économique pour créer des emplois qui profiteront aux habitants; de l'habitat pour assumer et réaliser la mixité sociale; développer des services publics pour répondre aux besoins premiers des citoyens ; faciliter l'accès à la culture et aux sports ; préserver et créer des espaces de nature.

Tout ça nécessite sa densification. Je vois que certains commencent à avoir peur, alors permettez-moi de préciser mon propos.

Densifier la ville ce n'est pas bétonner sans vergogne, c'est lutter contre l'étalement urbain, planifier l'action publique pour maîtriser les espaces, les affecter au mieux de leurs caractéristiques aux diverses fonctions urbaines : voici l'enjeu.

Une ville densifiée, concentrée, qui offrent la possibilité de combiner tous les usages, mais pas refermée sur elle-même.

Une ville avec un urbanisme plus compact c'est tout sauf des quartiers fermés.

Des ghettos ? non merci, on a déjà donné !

C'est d'ailleurs pour casser cette idée que nous réfléchissons à rendre disponible du foncier destiné à une agriculture de proximité et biologique sur notre territoire...

Nous voulons donc une ville ouverte, qui permette le brassage, la circulation des Hommes comme des idées. Cela suppose une nouvelle architecture des transports en commun ainsi que

la gratuité de ces déplacements pour inciter à ne plus utiliser sa voiture.

Voilà notre ambition. La planification écologique n'est pas un gadget.

Vous le savez, 2009 a déjà été pour nous l'occasion de définir, pour recréer et préserver de la biodiversité sur notre territoire, 105 points de gestion différenciée, complété par l'abandon des produits phytosanitaires, engrais et autres pesticides.

Nous nous sommes ainsi positionnés et fais reconnaître comme tête de réseau biodiversité pour l'Essonne.

Parce que la planification écologique nécessite que soient définis puis mis en oeuvre des choix collectifs, assumés et consentis, et non pas basés sur la culpabilisation des usagers, avec les premiers ateliers de la biodiversité, nous avons voulu faire de l'éducation à la conscience écologique y compris en milieu urbain.



En 2010, nous irons encore plus loin ! Puisque nous allons lancer l'Ecole de la reconnaissance de la biodiversité sous le parrainage du paysagiste Gilles Clément, et qui mobilisera des écologues, des scientifiques, des partenaires associatifs, universitaires et citoyens.

Loin d'être un artifice de discours, c'est un projet qui se concrétisera autour du jardin de la biodiversité pour éduquer aux enjeux planétaires et faire de la pédagogie en sensibilisant les enfants et les familles de notre territoire.

Ce n'est pas tout de ressusciter la biodiversité.

En la faisant reconnaître dans la nature, nous la ferons respecter !

Dans le même ordre d'idée, nous allons mettre en place des clauses de mieux disant écologique. Souvenez-vous que les collectivités locales ont été des précurseurs en matière de clause sociale, c'est donc possible de l'expérimenter ici avant que cela ne devienne une règle nationale.

La préservation des ressources naturelles est un autre champ sur lequel nous avons l'ambition d'intervenir.

Ainsi si les villes nous confient la compétence eau, ce n'est pas un hasard. Nous voulons, là aussi, faire la démonstration qu'il est possible de satisfaire aux besoins de nos habitants sans que la rentabilité ne soit l'alpha et l'oméga de la gestion de l'eau.

Donc, nous allons nous saisir de cette question, comme nous le faisons pour l'assainissement des eaux usées en développant le service public communautaire.

2010 sera une année de réflexion collective et de création d'outils en matière d'eau potable, car nous avons la volonté d'associer étroitement les habitants du territoire pour construire avec eux

le mode de gestion de l'eau de demain.

Je peux vous faire une confiance : ce mode de gestion combinera lutte contre le gaspillage de la ressource et tarification solidaire pour les usagers.

...

Je vous rappelais que notre territoire se distinguait par sa forte proportion de jeunes. C'est dire si la question de son épanouissement et de son émancipation s'impose à nous.

Précarité, chômage, discriminations, recul de l'accès à l'éducation, à la formation et à l'emploi, désorientation des parcours éducatifs et professionnels, atomisation sociale et idéologique, ils sont les premiers touchés face à la crise sociale.

Les jeunes constituent le laboratoire permanent du renouvellement de la société capitaliste.

Face à cela, nous allons faire de notre territoire un laboratoire d'idées pour répondre à l'enjeu des générations futures.

Penser la jeunesse, c'est évidemment pour ce qui concerne la communauté d'agglomération, la lier étroitement à la question de l'emploi et de la formation, qui sont aussi de notre ressort.

Vous savez déjà que notre fil à plomb, c'est notre conception du développement économique, qui répond à une logique : une politique de maîtrise du foncier destinée à l'implantation d'entreprises nouvelles, créatrices d'emplois pour nos habitants.

Cette formule, alliée à notre politique volontariste en matière d'équipements dédiés à la création d'entreprises ou à l'offre de formation comme les pépinières et hôtels d'entreprises, ateliers relais, ou centre de Formation et de Professionnalisation, c'est le sens du pacte que nous voulons sceller entre entrepreneurs et demandeurs d'emplois sur notre territoire.

C'est même une équation, et je crois que personne ne peut nous l'enlever, qui a fait ses preuves pour le moment.

En 2010, nous allons aller plus loin.

Là où le gouvernement met en place des contrats autonomie destinés à ceux qui en ont le moins besoin, nous allons proposer, en partenariat avec les villes, à la jeunesse de nos quartiers un contrat de réussite solidaire.

C'est-à-dire que nous allons proposer à notre jeunesse, dans un cadre partenarial avec tous ceux qui souhaitent s'investir dans ce projet (entreprises, associations, collectivités, université, Education Nationale, élus...) un outil pour répondre à leur aspiration à réussir leur vie en les aidant à réaliser leur projet de vie.

Dans le cadre de la signature d'un engagement réciproque, ils s'engageront, en contrepartie du financement de leur formation, de leurs études, de leurs projets, à valoriser leurs compétences dans la réalisation d'une action solidaire et d'intérêt général en faveur d'autres habitants de la ville.

Là où la société nous cantonne dans un statut de simples consommateurs, qui fait de l'argent le roi, nous allons jeter les bases d'un nouveau système d'échanges solidaires.



Cela va aussi se traduire par la mise en place du SOL, actuellement en cours d'expérimentation sur notre territoire. En 2010, un catalogue de ressources non marchandes sera mis à disposition des personnes souhaitant avoir recours à cette monnaie d'échange complémentaire.

L'épicerie sociale de Grigny, les MJC, les Maisons de Quartiers, bien des acteurs du territoire apporteront leur contribution à cette valorisation des actes de solidarité, de lien social et de l'économie sociale et solidaire.

Vous le voyez, nous ne manquons pas d'idées pour résister au rouleau compresseur idéologique des bien-pensants, qui s'échine à marteler dans nos têtes que rien d'autre ne serait possible.

Et si cette émulation existe au sein de cette équipe, c'est que nous formons une intercommunalité de projets!

Non pas d'opportunités comme tant d'autres communautés d'agglomération qui ne sont que la somme des intérêts des villes qui les composent.

Ni le résultat d'un arbitrage administratif venu du haut.

Nous sommes plus forts parce que les représentants du Peuple ont défini ensemble un projet pour le développement humain en 2004 et se sont fait réélire sur ces bases en 2008.

Ce que le Peuple a fait, ce n'est pas une réforme qui pourra le défaire, mais seulement la volonté populaire !

Je m'engagerais dans ce combat devant les électeurs chaque fois que nécessaire.

Bien sûr nous ne sommes pas une île ! Ce que nous faisons, nous le faisons dans la limite des moyens financiers qui nous sont aujourd'hui possible.

Et ils se rabougrissent ces moyens ! Toutes les collectivités et particulièrement les villes peuvent en témoigner.

Je veux à cet instant saluer le combat exemplaire mené par la ville de Grigny contre la décision unilatérale du préfet d'augmenter les impôts locaux de 50% pour payer la dette historique que l'Etat a envers les grignois.

Car si nous n'y prenons pas garde, Grigny ne sera plus une exception mais la règle partout en France.

Le désengagement de l'Etat s'exprime de façon criante et insupportable dans tous les domaines.

Nous avons déjà eu à dénoncer les effets pervers de la réforme des collectivités territoriales, qui tend à éloigner encore plus les citoyens des lieux de décisions, à affaiblir le service public local et à encore porter un coup au système de protection collective et de solidarité républicaine.

La suppression de la taxe professionnelle en est un élément central, car elle fait peser de lourdes incertitudes quant aux capacités financières des intercommunalités à Taxe Professionnelle Unique.



Ne nous y trompons pas : il y a une logique profonde entre le Traité de Lisbonne, ce texte et d'autres comme la Révision générale des politiques publiques, les réformes de la fonction publique territoriale, les négociations dans le cadre de l'Accord global sur le commerce des services : la marchandisation de tout, y compris du vivant, sur l'autel de la disparition des services publics.

Dans ce contexte, quel est notre devoir ?

Résister bien entendu. Nous le faisons.

Réinventer des réponses ? Nous essayons.

Mais ce que le devoir nous commande par-dessus tout, c'est d'associer les citoyens aux batailles et à la définition des projets.

Parce que là où les belles personnes veulent dessaisir les citoyens de leur pouvoir de contrôle,

là où d'autres se réjouissent de la marée d'abstention, c'est cette démonstration que nous voulons faire : lorsqu'il y a de l'implication populaire, alors tout peut changer. Bilans de mandat, portes ouvertes ou Etats Généraux des usagers, consultations ou votations citoyennes, aucun outil ne sera négligé pour forger cette implication citoyenne.

Je compte sur vous, sur votre implication.  
Bonne et heureuse année à vous.